



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DEVELOPPEMENT

DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE TERRITORIALE

SECTION TOURISME

**CONVENTION DE PARTENARIAT
DANS LE CADRE DU FESTIVAL DES JARDINS DE LA CÔTE D'AZUR 2023**

Entre : le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par son Président, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, BP 3007, 06201 Nice Cedex 3, et agissant conformément à la délibération de la commission permanente en date du

Ci-après désigné par les termes « le Département »,

d'une part,

Et : la commune de Grasse,

Sise Place du petit Puy, 06130 GRASSE, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, et agissant conformément à la délibération du conseil municipal n°..... en date du

Ci-après désignée par les termes « la commune »,

d'autre part,

Ci-après ensemble « les parties ».

PREAMBULE

Fort du succès des précédentes éditions, le **Festival des Jardins de la Côte d'Azur (FJCA)** porté par le Département des Alpes-Maritimes est reconduit **du 25 mars au 1^{er} mai 2023**.

L'ambition du Festival est de faire de la Côte d'Azur une destination phare du tourisme lié aux jardins et de créer une manifestation culturelle autour des valeurs de bien-être, de ressourcement et de nature.

Le FJCA 2023 comprendra des animations et des visites spécifiques de jardins sur tout le département des Alpes-Maritimes, un concours de créations paysagères, ainsi que des jardins éphémères hors concours réalisés par plusieurs communes du département.

Le concours, lancé le 7 février 2022, a pour objet la réalisation de 3 créations paysagères éphémères par site sur une surface de 200 m² chacune sur le **thème « SURPRENANTES PERSPECTIVES »**. Il est réservé aux professionnels (architectes paysagistes, paysagistes, entreprises du paysage, jardiniers paysagistes, architectes, designers, artistes, concepteurs, scénographes, décorateurs) et aux étudiants en dernière année d'école nationale d'architecture et du paysage.

Chaque équipe désignera un porteur de projet qui sera le référent auprès du Département et sera désigné par le terme « le candidat ». Chaque candidat contractualisera sa participation par convention avec le Département.

Les créations paysagères sont réparties sur 6 lieux : en Principauté de Monaco et sur 5 communes phares du département des Alpes-Maritimes en matière de jardins : Antibes Juan-les-Pins, Cannes, Grasse, Menton et Nice.

L'installation des créations paysagères sera effective du 20 mars au 3 mai 2023, voire pour une période plus longue si la commune le souhaite. Dans ce dernier cas, la commune en assurera l'entretien et le démontage.

Un régisseur technique accompagnera la bonne réalisation du concours.

IL EST EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les conditions et les modalités de collaboration entre les parties.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

En amont du FJCA, afin de préparer l'événement, la commune participera aux réunions trimestrielles du « Club du FJCA » constitué des communes accueillant les créations paysagères, des communes proposant un jardin hors concours et des partenaires.

2.1. Implantation des créations paysagères

Dans le cadre de l'organisation du concours, la commune s'engage à fournir, pour la période **du 20 mars au 3 mai 2023**, un site sur lequel seront réalisées les 3 créations paysagères de 200 m² chacune sur une surface totale a minima de 600 m².

La commune devra proposer également un jardin éphémère hors concours réalisé par ses services sur une surface supérieure à 100 m².

Le site désigné par la commune pour les créations en concours est : **Villa Fragonard - Jardin du Musée de la Marine.**

Le jardin hors concours sera situé :

Ainsi, l'implantation de 4 créations sur un même site, sur une surface avoisinant les 800 m², constituera une vitrine attrayante pour le public et mettra en valeur les réalisations mais également les jardins de la commune.

Le site proposé par la commune doit, dans la mesure du possible, offrir :

- des conditions d'accueil en centre-ville,
- une installation dans une zone de passage importante,
- un environnement naturel ou « espace patrimonial »,
- un accès pour le montage et le démontage.

La commune s'engage également à fournir au Département et au régisseur technique les éléments suivants :

- surface disponible sur le site,
- contraintes du site,
- plan des parcelles proposées (incluant les raccordements d'eau et d'électricité),
- données techniques spécifiques : charge admissible en kg/m² ; gabarit admissible pour accès au site ; déchargement et stationnement des véhicules et camions des équipes candidates (nombre de véhicules maximum, etc.).

2.2. Modalités d'ouverture au public

Le site devra être ouvert en continu au public de 9h00 à 19h00, pendant toute la durée du FJCA, avec une possibilité de prolongation au-delà du Festival si la commune d'accueil le souhaite.

2.3. Montage/démontage des créations paysagères

Avant le montage, il appartiendra à la commune de préparer les parcelles qui accueilleront les créations paysagères selon les modalités techniques définies avec le régisseur (délimitation, épaisseur et qualité de la terre, etc.).

Une période obligatoire, avant et après l'exposition au public, sera à prévoir soit :

- 5 jours, du 20 au 24 mars 2023 pour le montage ;
- 2 jours, les 2 et 3 mai 2023 pour le démontage, qui sera assuré par le candidat, sauf si la commune souhaite conserver les créations paysagères au-delà du festival. Dans ce cas, elle devra se rapprocher des candidats concernés pendant la période de montage pour les modalités de démontage.

L'ensemble du matériel et des fournitures sera à la charge du candidat ainsi que son transport, à pied d'œuvre, déchargement et stockage.

En raison de la spécificité du site de Grasse, le déchargement sera effectué par grutage et à la charge de la commune.

Pendant toute la durée du montage et du démontage, le candidat devra impérativement respecter les directives techniques et demandes de modification éventuelles venant du régisseur technique ou du responsable du service des espaces verts de la commune.

2.4. Moyens humains

La commune désignera un ou plusieurs référents qui seront en contact avec le régisseur technique et les équipes de créateurs.

Ils devront être :

- disponibles en amont du Festival pour la rencontre avec le régisseur technique qui doit préparer un dossier technique du site,
- **présents le 1^{er} jour de montage pour l'accueil des candidats,**
- joignables durant le montage et le démontage des créations paysagères et pour toute la durée du FJCA.

La commune communiquera au préalable au Département les noms, les coordonnées et les disponibilités du ou des référent(s) (portable, plages horaires en semaine et durant les week-ends), qui la transmettra au régisseur technique et aux candidats concernés.

La commune élaborera un planning d'intervention précis pour le montage et le démontage qui sera validé avec le régisseur.

2.5. Mise à disposition de matériels

La commune pourra mettre gracieusement à disposition certains matériels, en fonction de ses moyens et sous réserve de leur disponibilité, suivant les besoins des créateurs qui seront recensés par le régisseur.

2.6. Mise à disposition de fournitures

Chaque parcelle disposera d'un point d'eau et d'une alimentation électrique en période de montage.

Les branchements et la consommation en eau et électricité seront à la charge de la commune (branchement 220V, eau 3m³/h, sous réserve d'éventuelle situation exceptionnelle de pénurie en eau).

2.7. Entretien des créations paysagères

Le candidat sera présent le premier week-end du Festival et assurera l'entretien de sa création. Pour toute la durée restante, l'entretien régulier des jardins sera assuré par les équipes municipales selon les directives du cahier des charges produit par le candidat et convenu avec la commune avant l'ouverture du Festival. Cet entretien concerne le nettoyage du cheminement, l'enlèvement des débris éventuels et le désherbage des allées. L'enlèvement des végétaux morts ou abîmés sera réalisé par la commune.

La commune assurera l'entretien après le week-end d'ouverture et jusqu'à la fin de la manifestation ou au-delà, si elle souhaite conserver la création après le Festival.

L'arrosage devra être automatisé ou réalisé manuellement, en fonction des besoins des jardins.

2.8. Remise en état des sites

A l'issue de l'exposition au public et après démontage de la création par le candidat, la commune devra assurer la remise en état du site laissé propre par le candidat : la reprise du gazon ou du sable et la dépose des protections selon les cas.

2.9. Contraintes spécifiques éventuelles

Le candidat devra respecter les voiries, les bordures, les maçonneries et les revêtements existants.

2.10. Gardiennage et protection

Le site sera fermé en dehors des horaires d'ouverture. Les jardins ne pouvant rester sans surveillance, la commune devra prévoir la clôture du site et/ou la présence d'agents de surveillance.

La police municipale sera également informée de la fragilité des créations et pourra effectuer des passages ponctuels la nuit si son plan de charge le lui permet.

La commune veillera à prendre les mesures de sécurité nécessaires sur le site.

2.11. Hébergement des candidats

La commune ou son office de tourisme pourra fournir une liste d'hébergements (hôtels, gîtes, campings, résidences de tourisme, villages de vacances, etc.) pouvant accueillir les équipes candidates pendant la durée du montage et du démontage des créations paysagères. L'hébergement demeure aux frais des candidats.

2.12. Communication

La commune :

- mettra à disposition du Département ses canaux de communication municipaux habituels pour une promotion optimale du FJCA : abribus, affichage, journal municipal, newsletter, site internet, réseaux sociaux, accueil presse, etc.

- devra installer la signalétique réalisée par le Département avec le logo et le visuel du Festival au départ de l'Office de Tourisme et des principaux lieux de visite afin d'orienter les visiteurs vers les créations paysagères. Elle veillera à maintenir cette signalétique tout au long de la manifestation et à en assurer la conservation.

- mettra à disposition du public la documentation fournie par le Département dans ses lieux d'accueil du public.

- veillera à informer les associations de commerçants à proximité des sites de créations de la tenue de cet événement.

2.13. Accueil du public

La commune devra assurer l'accueil du public dans les meilleures conditions possibles, et dans tous les cas, conformément aux conditions sanitaires en vigueur. Ces conditions seront communiquées au Département avant l'ouverture du FJCA.

La commune proposera des animations (notamment pour l'ouverture du FJCA).

Elle devra mettre à disposition un espace et une table pour le stand du Département dédié à l'événement, durant les weekends du FJCA, et si elle le souhaite une salle de conférences à proximité.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le FJCA est un événement attractif pour l'ensemble du territoire qui a pour objectifs d'avancer le lancement de la saison touristique et d'attirer des touristes étrangers dans le but de générer des retombées économiques pour les communes participantes, les professionnels du tourisme et l'ensemble des partenaires.

Le Département organise le concours de créations paysagères, coordonne le processus de sélection des dossiers, indemnise chaque candidat retenu à hauteur de 16 000 € TTC maximum et remet une somme de 10 000 € au lauréat du prix du jury.

Le Département et ses partenaires, au premier plan desquels le Comité régional du tourisme Côte d'Azur France, s'engagent à assurer par tout moyen utile la promotion du Festival : conférences de presse, communiqués de presse, voyages de presse, plan média national et international, informations sur les réseaux sociaux et le site internet du FJCA : <https://festivaldesjardins.departement06.fr>

Afin d'orienter les visiteurs vers les créations paysagères, le Département fournira à la commune un kit de communication ainsi que des panneaux de signalétique. Celle-ci pourra compléter uniquement au moyen des affiches repiquables pour faire figurer les animations qu'elle organise dans le sillage du FJCA.

Chaque commune partenaire fera l'objet d'une présentation sur la page du site internet du Festival.

Le Département organisera une chasse au trésor sur chaque site.

Marque/ Logo : le logo et le visuel du FJCA seront adressés à la commune. Ils sont la propriété du Département et doivent impérativement être utilisés, sans modification et sur autorisation préalable, dès lors que la commune fait mention du Festival. **L'intitulé « Festival des Jardins de la Côte d'Azur » est une marque déposée et ne peut pas être modifié par la commune.**

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée dès sa signature et jusqu'à la fin du FJCA.

ARTICLE 5 : SÉCURITÉ ET ASSURANCE

Le candidat et son équipe devront impérativement respecter l'ensemble des règles de sécurité incluant le port d'équipements de protection individuelle lorsqu'ils sont requis. Ils devront également être en conformité et respecter l'ensemble des réglementations en vigueur.

L'ensemble des membres de l'équipe devra être couvert par une assurance responsabilité civile. La copie des attestations sera fournie au Département avec le dossier de candidature et remise à la commune.

De son côté, la commune veillera à être assurée en responsabilité civile ou à transmettre au Département une attestation d'auto-assurance, afin de couvrir tout incident qui surviendrait à l'occasion du FJCA.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITÉ

La responsabilité du Département ne pourra pas être recherchée par la commune pour des faits qui résulteraient de l'exécution ou de l'inexécution des obligations contractuelles par cette dernière, et inversement. La responsabilité des candidats sera régie par convention séparée avec le Département.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

7.1. Confidentialité

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes, et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant, restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'information selon les modalités prévues au présent contrat.

Si, pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de services, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

7.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le commun signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 et, notamment, les formalités déclaratives auprès de la CNIL.

7.3. Sécurité des données à caractère personnel :

annexe 1 jointe à la présente convention.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée à l'initiative :

- du Département qui se réserve le droit d'annuler la manifestation à tout moment en cas de force majeure, risque d'intempéries, et toute situation économique, politique, sociale, sanitaire rendant impossible la sécurité des biens et des personnes pendant l'événement, dûment constatée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au Maire, sans indemnité d'aucune sorte.

- de la commune en cas de force majeure, risque d'intempéries, et toute situation économique, politique, sociale, sanitaire rendant impossible la sécurité des biens et des personnes pendant l'événement, dûment constatée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au Président du Département des Alpes-Maritimes, sans indemnité d'aucune sorte.

ARTICLE 9 : REPORT DE L'EVENEMENT

Le Département se réserve le droit de reporter la manifestation en cas de force majeure (cf. article 8)

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par l'ensemble des parties. Ces modifications feront partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 11 : LITIGES

A défaut d'accord amiable, les contestations qui s'élèveront entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seront portées devant le tribunal administratif de Nice (adresse postale : 18 av. des Fleurs – 06000 Nice ou site de téléprocédures : **www.telerecours.fr**).

Fait en 2 exemplaires originaux,

A Nice, le

Le Président du Département des Alpes-Maritimes,

Le Maire de la Commune de Grasse

Charles Ange GINESY

Jérôme VIAUD

ANNEXE(1) A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par la commune qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que la commune signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier à la commune, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, la commune dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. La commune signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- La commune s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

La commune s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, la commune fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

La commune s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

La commune documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

La commune met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.